



CHATEAUBOURG  
SAINT-MELAINE/BROONS-SUR-VILAINE

VILLE DE CHÂTEAUBOURG – DÉPARTEMENT D'ILLE-ET-VILAINE

**ARRÊTÉ MUNICIPAL DU 15/06/2023**

**N° 199 - 2023**

**REGLEMENTANT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT – Rue des Etangs**

**Le Maire de CHÂTEAUBOURG :**

**VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales

**VU** le Code de la Route annexé à l'Ordonnance n° 58.1216 et au Décret n° 58.1217 du 15 décembre 1958

**VU** l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la Signalisation Routière

**VU** l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière et notamment son livre (8ème partie du 15 juillet 1974)

**VU** les risques encourus lors de la pose d'un coffret Enedis.

**CONSIDERANT** que la sécurité des usagers et du personnel nécessite la mise en place d'une chaussée rétrécie et l'interdiction de stationner au droit des travaux.

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1** : Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public et à exécuter les travaux énoncés dans sa demande : Branchement souterrain et pose d'un coffret Enedis.

**ARTICLE 2** : Le régime de fermeture de chaussée et l'interdiction de stationnement seront mis en place du 26/06/2023 au 07/07/2023.

Monsieur TABARD s'engage à rétablir la circulation le plus rapidement possible dès les travaux terminés. Durant les travaux, le stationnement sera interdit dans la zone des travaux

**ARTICLE 3** : La signalisation sera mise en place par l'entreprise SADER Réseaux.

**ARTICLE 4** : Tout véhicule en stationnement illicite sera considéré comme gênant et pourra faire l'objet d'une mise en fourrière.

**ARTICLE 5** : La Directrice Générale des Services de la Mairie, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Châteaubourg, Monsieur le responsable de la Police Municipale, Monsieur le responsable des Services Techniques communaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Châteaubourg, le 09/06/2023

Pour LE MAIRE, l'adjointe aux Services Techniques  
Aude de la VERGNE

**Notifié à l'intéressé(e)le :**

**Signature :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.